

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Carrières, Mines, Après Mines

Albi, le 04/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Carrières ARNAUDEAU

Panifol
81490 ST SALVY DE LA BALME

Références : CCMAM-2022-03

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement SARL Carrières ARNAUDEAU implanté lieu-dit Panifol - 81490 ST SALVY DE LA BALME. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Carrières ARNAUDEAU
- Panifol 81490 ST SALVY DE LA BALME
- Code AIOT dans GUN : 0006803497
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non

Cette carrière de granite a été reprise par M. ARNAUDEAU le 13 janvier 2016.
L'exploitation y est menée de façon intermittente.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- identification de l'exploitation,
- délimitation des zones non exploitables,
- signalisation du danger,
- chemin d'accès à l'exploitation,
- bassins de récupération des eaux superficielles,
- registre et plans : plan d'exploitation,
- impact paysager (bande boisée à conserver),
- phasage de l'exploitation,

- gestion des déchets inertes : plan de gestion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Identification de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 1	/	
Signalisation du danger	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 5	/	
Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 7	/	
Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DG 7	/	
Impact paysager	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DP 2	/	
Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article CE 7	/	
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	
Plan de Gestion des Déchets (PGD)- Existence	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site ne représente pas d'enjeu particulier. Compte tenu du rythme d'extraction actuel, le gisement ne sera pas entièrement consommé avant la fin de l'autorisation au 14 mars 2030.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Identification de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 1
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté.
Constats : Panneau d'identification présent sur le portail de l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Signalisation du danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 5
Prescription contrôlée : Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "dispositions générales" du présent arrêté.
Constats : Le danger est signalé par des pancartes sur le pourtour du périmètre de l'autorisation. Cette signalisation devra néanmoins être complétée le long du chemin de randonnée (au Nord-Ouest) ainsi qu'aux abords du Roc du Coin situé au Sud-Est.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article AP 7
Prescription contrôlée : Aménagement d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement.
Constats : Les eaux de ruissellement sont collectées par un bassin de décantation sur la carrière. Le trop plein de ce bassin débouche vers le fossé longeant la RD 66. Aucune trace de boue venant de la carrière n'a été décelé dans ce fossé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DG 7
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none">- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ;- les bords des fouilles et les dates de relevés correspondants successifs ;- les cotes NGF des différents points significatifs ;- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;- la position des ouvrages à préserver.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de l'exploitation en date de janvier 2022. L'inspecteur des installations classées demande à ce que ce dernier lui soit transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Impact paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DP 2
Prescription contrôlée : L'impact paysager de l'exploitation est limité par le maintien d'une bande boisée d'une largeur le 20 mètres le long de la route départementale n° 66.
Constats : La bande boisée d'une largeur de 20 m est maintenue à l'Est du périmètre de la carrière, le long de la RD 66.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article CE 7
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, la remise en état étant réalisée de façon coordonnée avec l'extraction.
Constats : Bien qu'ayant du retard, le phasage de l'extraction est respecté. La remise en état est coordonnée aux travaux d'exploitation : la zone Nord de la carrière est remise en état (comblement par des stériles du site).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Il n'y a pas d'installation de stockage de déchets d'extraction sur le site. Les stériles de l'extraction sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, présenté par l'exploitant a été établi en mai 2018. Il devra être révisé en mai 2023 afin d'actualiser les données qu'il contient. Tous les déchets de la carrière (stériles de granite) sont utilisés pour sa remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : La nature et la quantité des déchets stockés sur site est cohérente avec le PGD
Constats : La nature des déchets est conforme au plan de gestion : terre végétale et stériles de granite. Les quantités sont compatibles avec la zone qui les reçoit sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : Le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD
Constats : Conformément au plan de gestion de mai 2018, les stériles de granite servent au remblayage de la partie Nord du site. La terre végétale représente quelques merlons réutilisés au fur et à mesure de la remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : Les déchets sont traités conformément à ce qui est décrit dans le PGD (ex : criblage en voie humide, concassage, broyage...)
Constats : Il n'y a pas de traitement des déchets : ils sont utilisés tels quels pour la remise en état du site. Cela est conforme au plan de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : Les mesures de prévention ou de réduction des incidences du dépôt des déchets sur l'environnement et la santé humaine sont mises en œuvre
Constats : Conformément au plan de gestion, les déchets étant utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière, ils n'ont aucune incidence sur l'environnement ou la santé humaine.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : Les procédures de contrôle et de surveillance de l'installation décrites dans le PGD sont mises en œuvre.
Constats : Aucune procédures de contrôle et de surveillance n'est prévue dans le plan de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Prescription contrôlée : Si la remise en état de la zone de stockage est en cours, elle est conforme au plan proposé dans le PGD.
Constats : La remise en état du site est conforme au plan de gestion des déchets : remblayage de la zone Nord jusqu'au terrain naturel. La stabilité des remblais est assurée puisqu'ils comblent une ancienne excavation.
Type de suites proposées : Sans suite